

PORTRAIT Zaïd Yacine

Gavroche à Hassi Messaoud

«**G**entil garçon» à la silhouette frêle, rien ne le prédestinait à devenir, à son corps défendant, une icône de la révolte ouvrière de Hassi Messaoud et le porte-drapeau des travailleurs victimes de «l'esclavagisme moderne». Pour illustrer son «ignorance» de ce monde cruel, il reconnaît sans honte et même en riant : «Avant je confondais entre Sidi Saïd de l'UGTA et Saïd Saadi du RCD». Lui, c'est Yacine Zaïd, un enfant de Laghouat au climat dur. Il perd sa mère très jeune, à l'âge d'un an et est élevé par sa grand-mère maternelle. Après une scolarité «ordinaire», il quitte l'école en 1987 et aide son père dans son travail. En 1994, il intègre la société américaine Bechtel, spécialisée dans les pipelines ; depuis, il «baigne» dans cet univers des sociétés pétrolières multinationales. «Un univers de hoggra et d'exploitation sans limite» indique-t-il. Après plusieurs boîtes, il atterrit à Eurest Support Services (ESS), en 2004, comme agent de sécurité : une filiale du leader mondial de la restauration collective, installée à Hassi Messaoud. Après deux années de bons et loyaux services, il a été promu superviseur de sécurité. «Je vivais bien et je ne manquais de rien» affirme-t-il, mais «ce n'était pas le cas des autres travailleurs. Leurs conditions de vie et de travail était à la limite de l'entendement» souligne-t-il. Manque de sécurité sur les lieux de travail, manque d'hygiène dans les bases de vie, brimades, insultes... «Intenable!». Sa vie bascule complètement le jour où il a voulu, en compagnie d'autres travailleurs de l'entreprise, créer une section syndicale pour défendre leurs intérêts. Une assemblée générale a été organisée sous l'égide de l'UGTA et il est élu secrétaire général. Depuis, c'est la descente aux enfers. La direction d'Eurest refuse de la reconnaître au mépris de toutes les lois. Pour le punir et lui faire passer son envie de «jouer les héros», la direction commence à lui chercher «la petite bête». «Des histoires invraisemblables et même ridicules» avoue-t-il. Négligence dans le travail, insultes envers les responsables...etc. Après plusieurs démêlés avec eux dans les couloirs des tribunaux, des condamnations, des pressions, des intimidations et des tentatives de corruption, la société finit par trouver la faille et «le mettre dehors». La section syndicale a été gelée par le secrétaire général de l'Union de Wilaya de...l'UGTA. Et c'est ce moment-là que la direction a choisi pour «frapper». S'ensuit alors un véritable «combat contre le mal» personnifié par les responsables d'Eurest.



«J'ai foutu ma vie en l'air pour dénoncer ces monstres là. J'ai divorcé avec ma femme, j'ai vendu ma maison et j'ai esquiné ma santé... Je n'ai plus rien à perdre»

Sans boulot, traîné d'un tribunal à un autre, en bute à des contraintes familiales et lâché par l'UGTA, Yacine résiste encore. Il lance à lui tout seul une véritable campagne sur le net. Il crée un blog, puis un site et fait face à une série de plaintes en diffamations. A chaque fois, bien sûr, il ouvre sa porte à un huissier de justice qui lui ramène sa convocation. «Des fois j'envoie jusqu'à 500 mails par jour» affirme-t-il. Il reçoit des soutiens du monde entier. Cela l'encourage et compense «le silence local». «J'ai foutu ma vie en l'air pour dénoncer ces monstres là. J'ai divorcé avec ma femme, j'ai vendu ma maison et j'ai esquiné ma santé... Je n'ai plus rien à perdre. Ma dignité n'a pas de prix» clame-t-il avec rage. Au-delà du combat de Yacine pour faire valoir ses droits et réintégrer son travail, c'est toute la situation des travailleurs faite de misère et d'exploitation générées par ces nouveaux exploiters des temps modernes dont la devise et le maître mot sont : Profit, profit et profit, qui se profile.

Boudjemaa Medjkoune

❖ **23-09-1971** :
Naissance à Laghouat.

❖ **1972** :
Il perd sa mère et devient orphelin.

❖ **1987** :
Il quitte l'école et commence à travailler.

❖ **1994** :
Son premier boulot dans une multinationale : Bechtel.

❖ **2004** :
Il intègre Eurest.

❖ **2007** :
Il est abusivement licencié.

VOXpopuli

Est-ce que l'Etat prévoit d'établir une gestion des dépenses avec la suppression des crédits de consommation ?

❖ **Amar, fonctionnaire**

Il faut, dès le départ, établir une gestion des dépenses : l'erreur réside dans le passage de l'Etat socialiste à l'Etat capitaliste. Ceci a perturbé les appareils économiques ; l'adoption de cette nouvelle loi prétend, peut-être, améliorer le pouvoir d'achat des citoyens.



❖ **Nadjib, fonctionnaire**

La crise économique n'est pas la cause de la décision du gouvernement de supprimer les crédits de consommation : aucune réglementation ne régit l'importation ou l'exportation. Selon moi, cette décision entre dans le cadre de l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen avec l'établissement du crédit à l'immobilier.



❖ **Mohamed Tahar Farès, étudiant**

Plusieurs facteurs sont derrière la décision prise sur la suppression des crédits de consommation : les premiers responsables ont peur des conséquences de la crise économique mondiale qui frappe actuellement. L'Algérie n'est pas à l'abri de la crise économique. D'autres part, il y a aussi le phénomène des accidents de la circulation avec l'ouverture du marché des véhicules durant ces dernières années.



❖ **Azzedine, fonctionnaire**

La crise économique est le premier facteur qui a poussé l'Etat à prendre une décision radicale concernant la suppression des crédits de consommation. Cela est dû à plusieurs raisons, notamment celle du paiement des factures : l'Etat enregistre des lacunes flagrantes dans ce domaine. Désormais, il faut ouvrir le champ à d'autres registres notamment celui des crédits immobiliers car la crise du logement sévit encore dans notre société.

